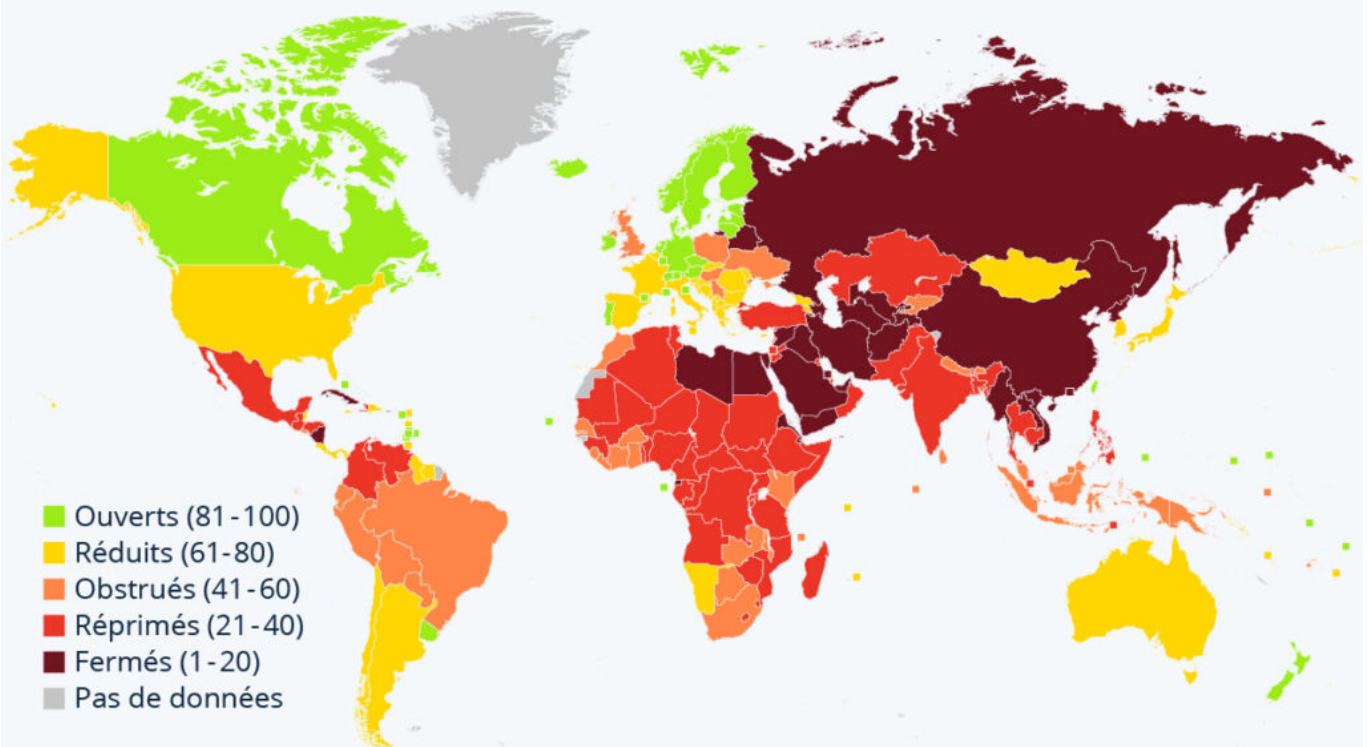


Écrit par le 25 août 2024

La liberté de manifester en péril dans le monde

La liberté de manifester en péril dans le monde

Évaluation des droits de manifester par pays en mars 2023 *



* Évaluation basée sur un score de 0 à 100 rendant compte de l'état de la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association.

Source : CIVICUS Monitor



statista

Écrit par le 25 août 2024

Qu'il s'agisse de [manifestations de masse](#) réclamant un changement social et politique ou de mouvements sociaux organisés pour protester contre une loi, la hausse du coût de la vie ou la crise climatique, les citoyens du monde entier continuent de descendre dans la rue pour exprimer leur opinion, manifester un [désaccord](#) et réclamer la justice. Mais bien que les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique soient reconnus comme étant fondamentaux dans les normes internationales en matière de droits humains, les gouvernements ne cessent de les restreindre.

L'évaluation réalisée depuis 2017 par [CIVICUS Monitor](#) suggère que la société civile est confrontée à un environnement de plus en plus hostile. Les données collectées montrent qu'au niveau mondial, les États font un usage injustifié et excessif de la force pour disperser ou détenir des manifestants pacifiques. Dans certains cas, comme récemment au Myanmar et en Iran, la police voire l'armée a même recours illégalement à la force meurtrière.

Selon la dernière mise à jour datant de mars 2023, 27 pays ou territoires affichent un espace civique « fermé », 50 sont considérés comme « réprimés » et 40 comme « obstrués ». Au total, 117 États sur 197 connaissent de graves restrictions des libertés civiles et il est estimé que 28 % de la population mondiale subi une très forte répression. En comparaison, 42 pays (dont la France) ont un espace civique « réduit » et seulement 38 sont considérés comme « ouverts ».

L'année dernière, 5 pays ont basculé dans la pire catégorie, à savoir le Myanmar, l'Afghanistan, le Tadjikistan, Hong Kong et la Russie, qui sont désormais classés comme « fermés ». Le Lesotho, le Guatemala et la Tunisie sont quant à eux tombés dans la catégorie « réprimés » et 3 autres pays ont été rétrogradés dans la catégorie « obstrués » : le Ghana, la Grèce et le Royaume-Uni.

« Même si l'Europe compte le plus grand nombre de pays considérés comme « ouverts », aucune région n'est à l'abri des moyens répressifs utilisés par les gouvernements pour restreindre les libertés », soulignent les auteurs de l'étude. « Au cours des cinq dernières années, 8 pays européens ont vu leur classement baisser en raison de la détérioration des conditions d'exercice des libertés civiles ».

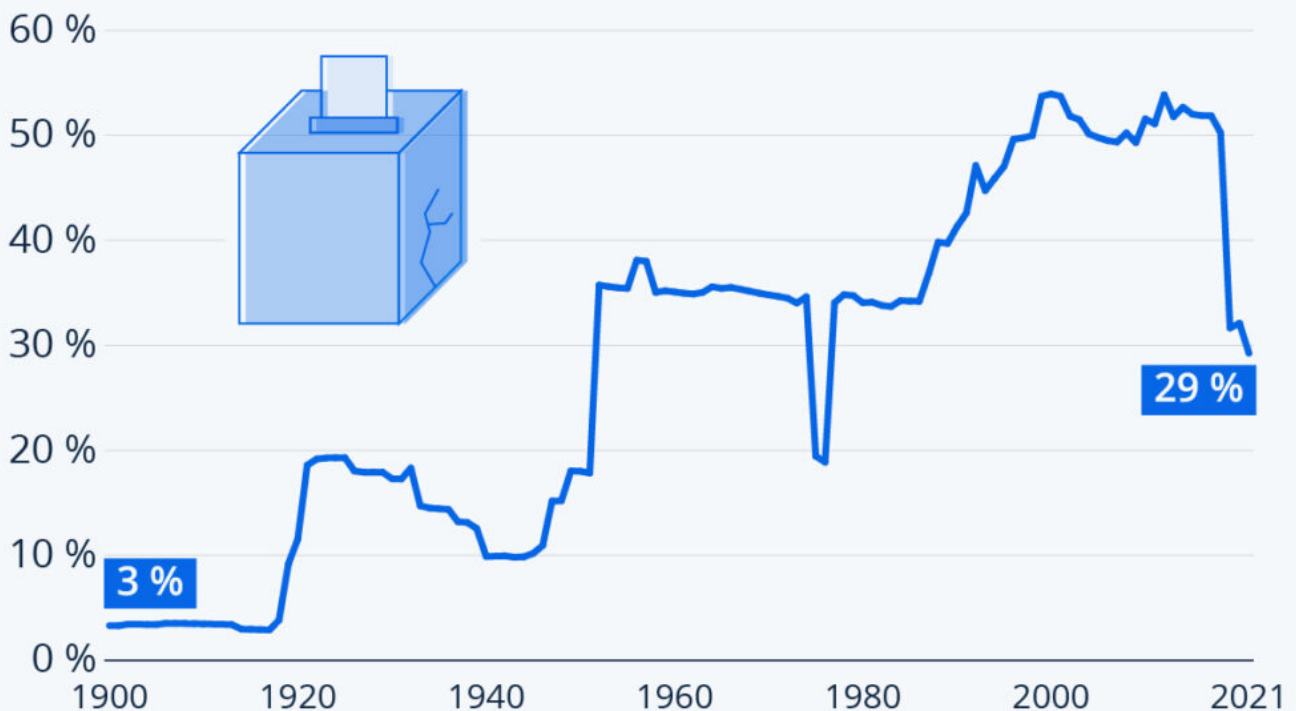
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Une démocratie fragile

Ecrit par le 25 août 2024

Une démocratie fragile

Part de la population mondiale vivant dans une démocratie (1900-2021) *



* Démocraties "électorales" ou "libérales".

Les classifications des régimes politiques sont basées sur les critères établis par Lührmann et al. (2018) et évalués par l'institut V-Dem.

Source : Our World in Data



statista

L'avènement de la [démocratie](#) constitue l'une des plus grandes conquêtes collectives de l'humanité au cours du siècle dernier. Elle a permis à une grande partie de la population mondiale de vivre dans une relative liberté et de changer la politique et la société de leur pays. Mais cette expansion a-t-elle atteint son apogée ? Une [analyse](#) compilée par « Our World in Data » montre à quel point la [démocratie peut être fragile](#).

Ecrit par le 25 août 2024

La part de la population mondiale vivant dans une démocratie élective ou libérale a atteint un pic de 54 % en l'an 2000. Comme l'illustre l'infographie ci-dessus, ce taux est passé de 50 % en 2018 à seulement 32 % en 2019. Bien que la fragilité de la démocratie apparaisse à d'autres endroits du graphique, il s'agit de l'exemple le plus dramatique de la période considérée.

La principale cause de cette baisse a été l'Inde et son déclassement par « Freedom House » en « démocratie partiellement libre » et par l'Institut V-Dem de l'université de Göteborg en « démocratie électorale » depuis la victoire de Modi aux élections de 2019. L'institut V-Dem a justifié ce déclassement par la « pression croissante sur les organisations de défense des droits de l'homme, l'intimidation accrue des universitaires et des journalistes et un flot d'attaques fanatiques, y compris des lynchages, visant les musulmans », ce qui entraînerait une « détérioration des droits politiques et des libertés civiles ».

Claire Villiers pour [Statista](#).